

BVGer E-2127/2010 vom 16. Februar 2011

Bundesverwaltungsgericht, 2011-02-16, FR

Quelle: https://mcp.opencaselaw.ch/entscheid/bvger_E-2127_2010

FR: TAF E-2127/2010 du 16 février 2011

IT: TAF E-2127/2010 del 16 febbraio 2011

Regeste

Renvoi et exécution du renvoi (recours réexamen)

Erwägungen

E. 1.1

Sous réserve des exceptions prévues à l'art. 32 de la loi du 17 juin 2005 sur le Tribunal administratif fédéral (LTAF, RS 173.32), le Tribunal, en vertu de l'art. 31 LTAF, connaît des recours contre les décisions au sens de l'art. 5 de la loi fédérale du 20 décembre 1968 sur la procédure administrative (PA, RS 172.021) prises par les autorités mentionnées à l'art. 33 LTAF. En particulier, les décisions rendues par l'ODM concernant l'exécution du renvoi peuvent être contestées devant le Tribunal conformément à l'art. 105 de la loi sur l'asile du 26 juin 1998 (LAsi, RS 142.31).

E. 1.2

La recourante a qualité pour recourir (art. 48 al. 1 PA). Présenté dans la forme (art. 52 PA) et le délai (art. 108 al. 1 LAsi) prescrits par la loi, le recours est recevable.

E. 2.1

La demande de réexamen (aussi appelée demande de nouvel examen ou de reconsidération) - définie comme une requête non soumise à des exigences de délai ou de forme, adressée à une autorité administrative en vue de la reconsidération d'une décision qu'elle a rendue et qui est entrée en force - n'est pas expressément prévue par la PA. La jurisprudence et la doctrine l'ont cependant déduite de l'art. 66 PA, qui prévoit le droit de demander la révision des décisions, et de l'art. 4 de l'ancienne Constitution fédérale du 29 mai 1874 (aCst.), qui correspond sur ce point à l'art. 29 al. 2 de la Constitution fédérale du 18 avril 1999 (Cst., RS 101). L'autorité administrative n'est toutefois tenue de s'en saisir qu'à certaines conditions. Tel est le cas, selon la jurisprudence et la doctrine, lorsque le requérant invoque l'un des motifs de révision prévus par l'art. 66 PA, en particulier des faits nouveaux importants ou des moyens de preuves nouveaux qui n'avaient pas pu être invoqués dans la procédure ordinaire (« demande de réexamen qualifiée »), ou lorsque les circonstances (de fait, voire de droit) se sont modifiées dans une mesure notable depuis le prononcé de la décision matérielle mettant fin à la procédure ordinaire. Dans ces hypothèses, la demande de réexamen doit être considérée comme un moyen de droit extraordinaire (Arrêts du Tribunal fédéral suisse [ATF] 127 I 133 consid. 6, ATF 124 II 1 consid. 3a, ATF 120 Ib 42 consid. 2b ; Jurisprudence et informations de la Commission suisse de recours en matière d'asile [JICRA] 2006 n° 20 consid. 2.1 p. 213, JICRA 2003 n° 17 p. 101ss, JICRA 2003 n° 7 consid. 1 p. 42s., JICRA 1995 n° 21 consid. 1b p. 203s., JICRA 1995 n° 14 consid. 5 p. 129s. ; Karin Scherrer, in *Praxiskommentar VwVG*, Zurich/Bâle/Genève 2009, n. 16s. ad art. 66 PA, p. 1303s. ; Alfred Kölz / Isabelle Häner, *Verwaltungsverfahren und*

Verwaltungsrechts-pflege des Bundes, Zurich 1998, p. 156ss).

E. 2.2

Fondée sur la modification des circonstances, une demande de réexamen tend à faire adapter par l'autorité de première instance sa décision parce que, depuis son prononcé, s'est créée une situation nouvelle dans les faits ou exceptionnellement sur le plan juridique qui constitue une modification notable des circonstances (JICRA 1995 n° 21 consid. 1b p. 203ss et réf. cit. ; ATF 109 Ib 253 et jurispr. cit. ; cf. également Alfred Kölz / Isabelle Häner, op. cit., p. 160 ; René Rhinow / Heinrich Koller / Christina Kiss-Peter, Öffentliches Prozessrecht und Grundzüge des Justizverfassungsrechts des Bundes, Bâle/Francfort-sur-le-Main 1994, p. 12ss).

E. 3

A titre préliminaire, force est de rappeler que le motif tiré du viol allégué par l'intéressée n'est pas examiné dans la présente procédure, puisqu'il a fait l'objet d'une procédure de révision, déclarée irrecevable (cf. consid. F supra). Dès lors, l'examen du Tribunal ne porte que sur l'aggravation de l'état de santé, laquelle constituerait, selon la recourante, un changement notable de circonstances depuis le 18 avril 2008, justifiant l'annulation de la décision d'exécution du renvoi du 29 février 2008.

E. 4.1

En l'occurrence, le Tribunal considère que l'ODM est, à bon droit, entré en matière sur la demande, dès lors que la recourante a allégué non seulement une modification notable des circonstances, mais que cette affirmation a été étayée par la démonstration de nouveaux éléments, postérieurs à toutes des décisions précédemment prises en l'espèce. En effet, le Tribunal avait considéré, dans son arrêt du 18 avril 2008 (réf. E-1815/2008, p. 4), que la recourante était atteinte d'un épisode dépressif récidivant avec un épisode actuel moyen et un syndrome somatique. Or les médecins ont actuellement diagnostiqué chez l'intéressée un trouble dépressif récurrent avec épisode actuel sévère et des symptômes psychotiques, un status post état de stress post-traumatique et une modification durable de la personnalité. Ils ont ajouté qu'elle bénéficiait d'entretiens psychothérapeutiques bimensuels et psychiatriques réguliers pour la mise en place d'une médication psychotrope. Ainsi, le rapport médical du 23 avril 2010 notamment apporte des éléments factuels et substantiels nouveaux en comparaison de la situation telle qu'elle fut appréciée par le Tribunal en avril 2008, puisque le diagnostic posé est désormais plus lourd. Dès lors, la dégradation de l'état de santé de l'intéressée postérieure à la décision dont le réexamen est demandé est établie.

E. 4.2

Cela étant, il convient d'apprécier si ces éléments établissant une dégradation de son état de santé sont suffisamment importants pour admettre l'existence d'un changement notable de circonstances, justifiant l'annulation de la décision d'exécution du renvoi prise au terme de la procédure ordinaire et la modification de celle-ci. Autrement dit, il convient d'apprécier si les nouveaux éléments invoqués concernant l'état de santé de la recourante démontrent que désormais, elle serait concrètement en danger en cas d'exécution du renvoi.

E. 5.1

Selon l'art. 83 al. 4 LEtr, l'exécution de la décision peut ne pas être raisonnablement exigée si le renvoi ou l'expulsion de l'étranger dans son pays d'origine ou de provenance le met concrètement en danger, par exemple en cas de guerre, de guerre civile, de violence

généralisée ou de nécessité médicale. Cette disposition s'applique en premier lieu aux "réfugiés de la violence", soit aux étrangers qui ne remplissent pas les conditions de la qualité de réfugié parce qu'ils ne sont pas personnellement persécutés, mais qui fuient des situations de guerre, de guerre civile ou de violence généralisée, et ensuite aux personnes pour qui un retour reviendrait à les mettre concrètement en danger, notamment parce qu'elles ne pourraient plus recevoir les soins dont elles ont besoin. L'autorité à qui incombe la décision doit donc dans chaque cas confronter les aspects humanitaires liés à la situation dans laquelle se trouverait l'étranger concerné dans son pays après l'exécution du renvoi à l'intérêt public militant en faveur de son éloignement de Suisse (JICRA 2005 n° 24 consid. 10.1 et jurispr. citée).

E. 5.2

S'agissant spécifiquement des personnes en traitement médical en Suisse, le Tribunal rappelle que l'exécution du renvoi ne devient inexigible qu'à partir du moment où, en raison de l'absence de possibilités de traitement dans le pays d'origine, l'état de santé de la personne concernée se dégraderait très rapidement, au point de conduire, d'une manière certaine, à la mise en danger concrète de l'intégrité physique ou psychique (cf. JICRA 2003 n° 24 p. 158). En revanche, l'art. 83 al. 4 LEtr ne saurait faire échec à une décision de renvoi au simple motif que l'infrastructure hospitalière et le savoir-faire médical prévalant en Suisse correspondent à un standard élevé non accessible dans le pays d'origine ou le pays tiers de résidence. Ainsi, il ne suffit pas en soi de constater, pour admettre l'inexigibilité de l'exécution du renvoi, qu'un traitement prescrit sur la base de normes suisses ne pourrait être poursuivi dans le pays de l'étranger. Ce qui compte, en effet, c'est l'accès à des soins, cas échéant alternatifs, qui, tout en correspondant aux standards du pays d'origine, sont adéquats à l'état de santé de l'intéressé, fussent-ils d'un niveau de qualité, d'une efficacité de terrain (ou clinique) et d'une utilité (pour la qualité de vie) moindres que ceux disponibles en Suisse; en particulier, des traitements médicamenteux (par exemple constitués de génériques) d'une génération plus ancienne et moins efficaces, peuvent, selon les circonstances, être considérés comme adéquats. Si les soins essentiels nécessaires peuvent donc être assurés dans le pays d'origine ou de provenance de l'étranger concerné, l'exécution du renvoi dans l'un ou l'autre de ces pays sera raisonnablement exigible.

E. 5.2.1

En l'espèce, il ressort du dernier rapport médical du 23 avril 2010 que la recourante souffre d'un trouble dépressif récurrent avec un épisode actuel sévère et des symptômes psychotiques (CIM 10, F 33.2), d'un statut post état de stress post-traumatique (CIM 10, F 43.1), d'une modification durable de la personnalité (CIM 10, F 61.0) et qu'elle a été victime d'une expérience de catastrophe, de guerre et d'autres hostilités (CIM 10, Z 65.5).

L'intéressée est suivie par un psychiatre-psychothérapeute et une psychologue spécialiste en psychothérapie qui ont attesté que la patiente suivait une psychothérapie (entretiens bimensuels) et bénéficiait d'entretiens psychiatriques réguliers dans le but d'instaurer une médication psychotrope. A l'avenir, elle devrait aussi entreprendre une psychothérapie spécialisée dans le traitement des sévices de guerre et de torture. Les médecins espèrent une atténuation de la symptomatologie grâce à un traitement de plusieurs années (plus de trois ans). Les spécialistes considèrent l'environnement psycho-affectif sécurisé dont bénéficie la recourante en Suisse, grâce à la présence et au soutien de son fils D. _____ et de sa belle-fille et aux visites régulières de sa fille C. _____, comme indispensable à une amélioration de son état de santé et à sa reconstruction personnelle. Par contre, le pronostic

est défavorable sans traitement, puisque les médecins sont d'avis que la patiente décompenserait de manière majeure sur un mode psychotique, ce qui lui ferait perdre tout contact avec la réalité, et favoriserait le passage à l'acte suicidaire. De plus, ils estiment que son état psychique ne lui permettrait pas de s'adapter à un nouveau contexte de vie au Kosovo et nécessiterait son placement dans un EMS psychiatrique.

E. 5.2.2

En Suisse, la recourante a rejoint son fils D. _____, dont elle avait dû se séparer en 1993 et avec qui elle vit à nouveau depuis janvier 2008. A noter que son fils est au bénéfice d'un permis C et qu'il a affirmé prendre à sa charge tous les frais courants de sa mère. Le médecin a insisté à plusieurs reprises sur le fait que la recourante avait tissé un lien de dépendance affective extrêmement fort avec son fils. Il lui a donné l'affection et le cadre sécurisant nécessaires à sa stabilité; il constitue la seule sécurité lui permettant le maintien de son équilibre psychologique et son soutien a permis à la recourante de se reconstruire un semblant d'équilibre et de continuer son existence. Dès lors, les spécialistes ont estimé que la séparation de l'intéressée et de son fils entraînerait un effondrement dépressif majeur avec des conséquences irréversibles sur sa santé psychique, compromettrait sérieusement toute éventualité de stabilisation et comporterait des risques gravissimes pour la survie même de la patiente, puisqu'ils ont invoqué un risque considérable de passage à l'acte suicidaire. De plus, la recourante ne disposerait, dans son pays d'origine, ni d'un réseau social et familial capable de la soutenir, tant pour sa survie et que pour les soins adéquats (cf. les lettres de ses frères et de son beau-père), ni de l'encadrement indispensable pour garantir le respect des thérapies indiquées. Par ailleurs, elle n'a pas d'autonomie psychologique suffisante pour lui permettre une survie indépendante et supporter la déchirure émotionnelle d'une séparation de son fils D. _____, qui risquerait de péjorer son état. En conclusion, les spécialistes ont considéré que la présence du seul cadre sécurisant que connaît la patiente, constitué par la présence et la proximité de ce fils, est une composante essentielle en vue de l'amélioration de son état de santé.

E. 5.2.3

Aux problèmes de santé de l'intéressée, s'ajoute le fait qu'elle n'a aucune formation et qu'elle n'a jamais travaillé. Elle ne sera donc probablement pas en mesure de trouver un emploi à court terme lui permettant non seulement de subvenir à ses besoins vitaux, mais également, si nécessaire, d'assurer des soins médicaux indispensables. Comme relevé ci-avant, l'intéressée est veuve depuis 26 ans. Elle n'a, dans son pays d'origine, que deux frères et sa belle-famille, avec qui elle n'est toutefois plus en contact depuis 1998, année de son départ du Kosovo. Cette absence de lien familial est aussi démontré par le fait qu'elle ne s'est pas adressée à eux lorsqu'elle a quitté la Suisse, en novembre 2002, mais qu'elle est allée vivre en Albanie.

E. 5.2.4

Partant, le Tribunal considère que les éléments nouveaux sont suffisamment importants pour admettre l'existence d'un changement notable de circonstances, qui justifie la modification de la décision d'exécution du renvoi prise au terme de la procédure ordinaire. Le tableau clinique global de la recourante permet d'admettre qu'un renvoi dans son pays d'origine induirait une dégradation rapide de son état de santé au point de conduire, d'une manière plus que probable, à la mise en danger concrète de sa vie à brève échéance, et ce, indépendamment des soins dont elle pourrait bénéficier en Kosovo.

E. 5.3

Dans ces circonstances, force est d'admettre que la recourante serait confrontée à des difficultés notablement plus importantes que celles que rencontrent en général les personnes résidant ou retournant au Kosovo. En conclusion, en raison du cumul des facteurs défavorables évoqués précédemment et eu égard à l'évolution de la situation depuis le prononcé du renvoi, la pesée des intérêts en présence fait prévaloir l'aspect humanitaire sur l'intérêt public à l'exécution du renvoi. Par conséquent, le Tribunal considère que l'exécution du renvoi de la recourante vers le Kosovo n'est, en l'état, plus raisonnablement exigible.

E. 5.4

Il s'ensuit que le recours doit être admis. La décision de l'ODM du 16 mars 2010 rejetant la demande de réexamen doit être annulée. Les points 4 et 5 du dispositif de la décision du 29 février 2008 doivent également être annulés. L'ODM sera invité à régler les conditions de séjour en Suisse de la recourante conformément aux dispositions régissant l'admission provisoire.

E. 6.1

La recourante obtenant gain de cause, il n'y a pas lieu de percevoir de frais de procédure (art. 63 al. 1 et 2 PA). Dès lors, la demande d'assistance judiciaire partielle devient sans objet.

E. 6.2

Conformément à l'art. 7 al. 1 du règlement du 21 février 2008 concernant les frais, dépens et indemnités fixés par le Tribunal administratif fédéral (FITAF, RS 173.320.2), le recourant qui a gain de cause, a droit à des dépens pour les frais nécessaires causés par le litige. En l'occurrence, en l'absence d'un décompte de prestations du mandataire et après un examen du dossier de la cause, le Tribunal estime équitable de fixer l'indemnité due, à titre de dépens, à hauteur de Fr. 750.-. (dispositif à la page suivante)

Export aus OpenCaseLaw (CC0). Verbindlich ist allein der vom erlassenden Gericht veröffentlichte Originaltext. Quellen-URL siehe oben.